sur la conclusion que les marges bénéficiaires dans le secteur manufacturier ont diminué de 31 p. 100 après l'intégration, alors que dans le secteur des services les marges ont augmenté légèrement. Badinger a affirmé que la faiblesse relative du marché unifié pour les services et la persistance des stratégies anticoncurrentielles dans certains secteurs de services pourraient expliquer pourquoi les marges n'ont pas évolué comme prévu dans le cas des services.

L'OMC (2008) a fait état de plusieurs études de cas où l'on a observé des effets de prix significatifs provenant de la libéralisation des échanges dans plusieurs pays en développement. À titre d'exemple, on a observé d'importantes baisses des marges de prix par rapport aux coûts en Inde dans la plupart des industries dans la foulée de toute une série de mesures de libéralisation mises en place en 1991 (Krishna et Mitra, 1998). Des résultats similaires ont été obtenus pour la Côte d'Ivoire au lendemain d'une vaste réforme du système commercial en 1985 (Harrison, 1990). La relation entre l'exposition au commerce et les marges prix-coûts au niveau de l'industrie et de l'établissement a également été étudiée pour un certain nombre de pays en développement - notamment le Chili, la Colombie, le Mexique, le Maroc et la Turquie - et les constatations qui en ressortent indiquent que les effets de prix attribuables à une pénétration accrue des importations ont été particulièrement marqués dans les industries fortement concentrées, où les entreprises possédaient un certain pouvoir sur le marché avant l'ouverture au commerce extérieur (Roberts et Tybout, 1991).

La documentation économique fournit donc des preuves manifestes que la libéralisation du commerce favorise une plus grande concurrence intra-industrie. Les entreprises exportatrices accroissent leur production afin de desservir un plus grand marché, mais puisque la plupart des entreprises sont exploitées à la taille efficiente de l'établissement, où la production peut être augmentée ou diminuée sensiblement avec un effet minimal sur les coûts, les preuves de la présence d'économies d'échelle importantes demeurent faibles. Cependant, les consommateurs profitent de la gamme plus étendue de variétés de

produits qui fait suite à une libéralisation du commerce. En outre, à mesure que s'intensifie la concurrence entre les produits différenciés mais substituables, les prix chutent.

## La « nouvelle » nouvelle théorie du commerce

Cependant, la « nouvelle » théorie du commerce comporte un inconvénient majeur : elle repose sur l'hypothèse d'une entreprise représentative. Cela contredit le tableau qui ressort des ensembles de micro-données couvrant des entreprises et des établissements, qui révèlent que les différences entre les entreprises revêtent une importance cruciale pour comprendre le commerce mondial.

Ce qui est tout aussi important, les prédictions de la nouvelle théorie du commerce ne concordent pas avec certaines caractéristiques du commerce en situation réelle. En particulier, les industries exportatrices n'exportent pas vers tous les pays, comme le prédirait leur avantage théorique sur le plan des coûts, et les industries qui doivent affronter la concurrence des importations bénéficient parfois de gains de productivité dans le sillage d'une libéralisation des échanges en dépit d'une baisse de l'échelle de production. L'analyse s'est donc déplacée du niveau de l'industrie au niveau des entreprises afin de mieux comprendre les mouvements commerciaux (voir, par exemple, Melitz, 2003).

Melitz a montré que les différences entre les entreprises étaient une autre source d'avantage comparatif : même si, en moyenne, aucune entreprise dans un secteur particulier n'est assez productive pour exporter, la dispersion de la productivité des entreprises fait en sorte qu'il pourrait y avoir quelques entreprises suffisamment productives pour le faire. Cette intuition était importante pour expliquer pourquoi les pays peuvent exporter (ou importer) dans des secteurs où ils ont un désavantage (avantage) comparatif. Une autre leçon importante est que la libéralisation du commerce entraîne non seulement une réaffectation des ressources entre les secteurs mais aussi des gains d'efficience liés à l'affectation des ressources au sein des secteurs, alors que des ressources sont réaffectées des entreprises